

« L'UE est une association de commerçants qui n'a jamais été destinée à organiser une armée »

ENTRETIEN. Face à la menace russe et un allié américain qui se dérobe, l'Europe proclame un réarmement massif, sans stratégie claire, alerte l'ancien lieutenant-colonel Guillaume Ancel.



Derrière les chiffres ronflants du colossal plan de défense européen annoncé, le flou persiste et les vieilles failles resurgissent. © Christian Hartmann / REUTERS

L'Union européenne bombe le torse. Quelques jours après la capitulation ukrainienne orchestrée par Donald Trump et Vladimir Poutine, la Commission, sous l'impulsion d'Ursula von der Leyen, [proclame un plan colossal de 800 milliards d'euros](#) pour doper sa défense. Une annonce tonitruante, censée répondre à une Russie triomphante et à une Otan fragilisée par l'effacement américain. Pourtant, derrière les chiffres ronflants, le flou persiste et les vieilles failles resurgissent. L'ancien lieutenant-colonel Guillaume Ancel, qui publie ces jours-ci un ouvrage percutant (*Petites Leçons sur la guerre : comment défendre la paix sans avoir peur de se battre*, éditions [Flammarion](#)), pointe ce paradoxe : l'Europe multiplie les effets de manche mais esquivé encore les choix qui fâchent une union politique, une stratégie claire. Pour le spécialiste des conflits armés, ce décalage entre paroles musclées et inaction chronique pourrait coûter cher face aux menaces qui s'amoncellent. Entretien.

Le Point : Les dirigeants européens, notamment Emmanuel Macron, parlent d'un réarmement massif avec des chiffres impressionnants. Pourtant, les détails stratégiques restent flous. Est-ce encore un exercice rhétorique, ou y a-t-il une volonté réelle de transformation ?

Guillaume Ancel : De la part d'Emmanuel Macron, il y a indéniablement une volonté de mobiliser les sociétés européennes et de leur montrer l'importance de se réarmer, ce qu'on aurait pu faire depuis longtemps. Il est triste d'avoir dû attendre que Donald Trump impose à l'Ukraine une capitulation pour que nous réalisons que nous n'avions pas les moyens de contrebalancer cette décision. Le simple fait que Trump décide que les Ukrainiens ne peuvent plus accéder aux renseignements américains, qui sont cruciaux sur le champ de bataille, va de facto mettre fin à la guerre.

Le discours d'Emmanuel Macron est toutefois étonnant, car les centaines de milliards annoncées pour renforcer notre défense

ne pallieront pas l'absence de projet politique. À quoi serviront des milliards réinvestis dans vingt-sept armées différentes, sans compter l'armée suisse et l'armée de la Grande-Bretagne ?

Imaginons une seconde que les États-Unis aient cinquante armées différentes, une pour chaque État ? Est-ce qu'on aurait peur de l'armée de Floride, équipée différemment de celle du Texas ? Est-ce que quelqu'un irait supplier le Michigan d'intervenir ? Non. C'est pourtant la situation des pays européens aujourd'hui.

L'Union européenne est en réalité une association de commerçants, qui n'a jamais été destinée à organiser une armée, encore moins à la diriger. La Commission peut mettre en place un programme de réarmement commun, mais qui sera le chef de guerre ? Quelle sera notre doctrine ? Vingt-sept armées moyennes reposant sur vingt-sept dirigeants différents ne feront jamais le poids face à un empire menaçant comme la Russie ou, pire encore, les États-Unis de Trump.

Quand le président affirme que « la Russie est devenue une menace existentielle pour l'Europe », est-ce vraiment le cas aujourd'hui ?

Il faut distinguer deux temporalités. D'abord, la guerre en Ukraine va s'achever par la seule volonté d'un homme qui s'appelle Donald Trump, pour montrer qu'il est le président le plus puissant du monde. Le problème est que cette paix se fera sur le dos des Ukrainiens et des Européens, et qu'il va offrir à Poutine tout ce que trois années de guerre ne lui avaient pas permis de remporter : 20 % de territoires ukrainiens conquis, l'interdiction pour l'Ukraine d'adhérer à l'Otan, et probablement la tête du président Zelensky, qui est un héros de guerre. Un tournant de l'histoire va se jouer dans les semaines qui viennent, car Trump a manifestement déjà passé un accord avec Vladimir Poutine.

Mais il y a une autre menace, à plus long terme, à laquelle l'Europe veut répondre : celle d'une armée russe qui, dans quelques années, va se réarmer. Paradoxalement, l'armée russe n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui, étiolée par ces trois années de guerre. Ce n'est pas l'armée actuelle qui menace l'Europe, mais celle qui sera reconstituée dans trois ou quatre ans. Et on sait que Poutine n'a pas de marche arrière : il reprendra ses combats contre l'Ukraine, mais aussi probablement contre les pays Baltes ou la Finlande, en prétextant un péril pour sa sécurité.

C'est à cette menace-là qu'il faut se préparer, avec du sang-froid et une véritable stratégie industrielle. L'Europe doit définir quelle industrie de défense elle veut mettre en place et, surtout, quelle institution politique lui manque. Gaspiller de l'argent chez des orfèvres de l'armement n'a aucun intérêt si un projet politique n'a pas été défini au préalable. Emmanuel Macron, dans ses discours, contourne totalement dans cet obstacle.

La crédibilité de l'Otan est-elle remise en cause ? Si demain l'Estonie était attaquée, croyez-vous que les Européens appliqueraient réellement l'article 5 ?

L'Otan a eu un immense mérite : cet organisme extraordinaire de standardisation et de coordination a permis à pratiquement toutes les armées européennes d'avoir des standards communs et de travailler ensemble, malgré la multitude d'équipements. Cela vaut la peine d'être conservé, et n'est pas incompatible avec un projet européen.

Mais le fameux article 5, celui de la défense collective, n'a jamais défini précisément de quelle manière on devait protéger un pays. Si l'Estonie, membre de l'Otan, était attaquée demain, il est probable que les pays européens ne viendraient pas à son secours. La France, par exemple, pourrait très bien se contenter d'envoyer quelques lots de couvertures de survie et de casques en kevlar, et personne ne pourrait l'obliger à faire plus. On constate que l'assureur essentiel de l'Otan était les États-Unis et, avec l'arrivée de Donald Trump, cet assureur est défaillant.

La situation actuelle est absurde : 500 millions d'Européens demandent à 300 millions d'Américains de les protéger contre

140 millions de Russes, alors que l'Europe, qui est l'espace de prospérité le plus important du monde, devrait être l'espace de sécurité dominant. Si les 400 milliards de budget de la défense des pays européens étaient consacrés à une défense commune, plutôt qu'à reproduire vingt-sept fois des armées différentes, nous pourrions construire une armée qui serait d'ores et déjà la deuxième armée du monde.

N'oublions pas qu'il y a trois ans, les Américains nous ont prévenus que Poutine allait envahir l'Ukraine. Si l'Europe, alors, était intervenue avec une armée réduite de 50 000 hommes, soit l'équivalent de ses forces de réaction rapides, il est peu probable que Poutine ait pu lancer son offensive. Il l'a fait parce que nous n'avons pas réagi autrement que par des « strong protest » diplomatiques.

Aujourd'hui, la Russie de Poutine essaie de reconstituer son ancien empire. Mais demain, d'autres menaces peuvent surgir qu'elles viennent de la Chine, du Sud... Que ferons-nous à ce moment-là ? Parierons-nous sur le fait que d'autres viendront nous protéger ?

Vous parlez souvent des « États-Unis d'Europe ». En quoi consisterait concrètement ce projet ?

Nous sommes face à notre destin, et l'Europe, en projetant de mettre quelques centaines de milliards supplémentaires sur la table, n'est pas à la hauteur de l'enjeu. L'enjeu est d'abord politique : c'est l'occasion, imposée par les circonstances, de faire en sorte que les pays qui le souhaitent s'allient enfin dans des États-Unis d'Europe, dont on élira un président ou une présidente qui sera chef des armées ce que ne peut pas faire la présidente de la Commission européenne aujourd'hui.

Ça peut très bien reposer sur des États qui gardent une immense autonomie, comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Prenons l'exemple de l'Allemagne : le fédéralisme ne pose pas de problème d'autonomie aux Länder, mais permet une défense puissante. C'est simplement une question d'union.

Si j'avais la chance de conseiller Emmanuel Macron aujourd'hui, je lui dirais : « Une fois dans ta vie, sois modeste et renonce à vouloir tout diriger. Confie aux autres le soin d'organiser une Union qui nous permette de rassembler tous nos moyens en t'effaçant face à l'intérêt collectif. » Ce qui inquiète les pays européens dans nos initiatives, c'est qu'ils ont le sentiment que la France veut tout diriger.

Il faut un projet impulsé par la France, mais pas une France qui dirait « amenez-moi vos moyens et je vais vous expliquer comment on va les utiliser », comme elle le fait souvent quand elle parle de culture ou de défense en Europe. Il faut un projet politique qui nous permette de constituer un « État-puissance ».

Cette union est-elle vraiment nécessaire pour la dissuasion nucléaire européenne dont parle Emmanuel Macron ?

La dissuasion nucléaire nécessite d'abord une autorité politique crédible qui garantit le fait qu'elle sera en capacité d'utiliser l'arme atomique si nous étions menacés. Or aujourd'hui, si nous devons demander l'accord à dix États différents, nous aurons toujours la Hongrie d'Orban pour nous expliquer qu'il vaut mieux se coucher devant Poutine. C'est donc inatteignable en l'état actuel.

Les États-Unis d'Europe, c'est un club très restreint au départ, de pays qui ont compris que nous ne pourrions pas nous défendre séparément.

Mais l'Europe a-t-elle la capacité industrielle de se défendre par elle-même ?

Si les 400 milliards actuels de budget de défense des pays européens étaient consacrés à une défense commune au lieu de reproduire vingt-sept fois des armées différentes, on ferait des économies considérables et on construirait déjà la deuxième armée du monde. Cela n'a jamais nécessité de dépenser 4-5 % du PIB, comme le demande Donald Trump. Les États-Unis n'en dépensent que 3,3 %.

Il faut construire une industrie européenne de la défense à l'instar d'Airbus, qui est une référence absolue. Si nous étions restés à l'ère de Latécoère, nous ne serions pas aujourd'hui un compétiteur de Boeing. Airbus a su fédérer des industriels et des prestataires qui ont tous leur expertise, dans des lieux extrêmement diversifiés, mais parfaitement coordonnés, permettant de produire en masse avec une qualité extraordinaire.

Il faut sortir de nos héritages des manufactures royales en France et arrêter de faire des canons César ou des avions Rafale qui sont extraordinaires, mais produits à l'unité. Il faut passer d'un mode militaire manufacturier à un mode industriel qui permet de produire des matériels peut-être moins sophistiqués, mais en masse, utilisables par une armée mobilisable comme dans la guerre en Ukraine.

Des pays comme l'Allemagne, qui ont commandé des F-35 américains , devraient-ils revenir sur ces décisions ?

La question des F-35 est très intéressante. Avec ces avions, les Allemands auraient la capacité d'emporter une arme nucléaire américaine, mais dans la réalité, ces appareils sont fermés par un système digital très complexe qui permet aux Américains de verrouiller toute utilisation non approuvée par eux. Si Trump décidait qu'en aucun cas on ne doit se battre contre la Russie, les F-35 seraient probablement inopérants.

Cela en dit long sur la capacité de dissuasion nucléaire réelle de la Grande-Bretagne, car il est probable que ses missiles nucléaires américains ont le même dispositif de neutralisation à distance. La question est donc : voulons-nous continuer à dépendre d'un président devenu chef mafieux aux États-Unis, ou décidons-nous de prendre en main notre destin ? L'équipement en F-35 est parfaitement regrettable. Le problème, c'est qu'on n'a pas encore d'Airbus de la défense qui fournirait à l'Allemagne des chasseurs bombardiers de très bonnes technologies capables d'être produits en masse, ce qui n'est pas dans la capacité de Dassault aujourd'hui.

L'Ukraine doit-elle intégrer l'Union européenne rapidement ?

D'un point de vue politique, dire que l'Ukraine va rentrer dans l'Union européenne est essentiel pour montrer son arrimage à l'Ouest. Mais il est hors de question qu'elle devienne demain matin un membre de l'Union, alors qu'elle n'est absolument pas préparée et serait incapable de se conformer aux standards européens.

La question est de la faire rentrer dans ce couloir, non pas de la mort, mais de l'avenir, où elle avance étape par étape pour se conformer au droit européen et devenir un pays membre à part entière. Le processus doit commencer dès maintenant. Ce serait un sacré camouflet à Trump, qui déteste l'Union européenne parce qu'il sait qu'elle peut challenger réellement le champ qui lui est cher, celui du business.